

Création d'une Esco publique: La SIE devient la Société d'ingénierie énergétique



Pour répondre aux objectifs stratégiques nationaux d'efficacité énergétique, le CA confirme le nouveau positionnement de la SIE en Esco d'Etat (ou Super Esco) et lui confie le rôle d'exécuter les projets d'efficacité énergétique dans le Royaume en donnant la priorité aux bâtiments publics et à l'éclairage public, indique un communiqué.

Le conseil d'administration de la SIE (Société d'investissements énergétiques) s'est réuni, mardi 21 janvier, sous la présidence du ministre de l'Énergie, des mines et de l'environnement, Aziz Rabbah, afin de valider les résultats des travaux de la mission d'accompagnement et de conseil menée par le consortium Price Waterhouse Cooper (PWC) et la Super Esco allemande: la Berliner Energie Agentur (BEA).

Sous la supervision d'un groupe de travail, ce groupement a été mandaté en mars 2019 pour l'étude de restructuration et de repositionnement de la SIE.

"La Super Esco mène alors une véritable action d'intérêt public, elle intervient en assistance à maîtrise d'ouvrages (AMO) ou en maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour les établissements publics, les entreprises publiques et les collectivités territoriales."

Un soutien aux PME et Esco privées

Après une période initiale de montée en puissance, la nouvelle entité sera également habilitée à **agir en Super Esco financière**, notamment en **levant des fonds pour financer des actions d'efficacité énergétique** pour ses clients dans le cadre de l'application de contrats de performance énergétique (CPE).

Rappelons que le rôle de la Super Esco est d'assurer des activités de services énergétiques conformes aux standards internationaux, exclusivement dédiées à l'efficacité énergétique. La nouvelle Esco publique est appelée à développer des projets dans les secteurs des bâtiments

publics, de l'éclairage public, de l'industrie et de la mobilité électrique. Elle apportera aussi son soutien aux PME et Esco privées.

Enfin, la Super Esco a essentiellement vocation à faire exécuter les projets par les PME et Esco privées, sous sa supervision.

"Cette nouvelle structure, en synergie avec les autres acteurs de l'énergie, contribuera ainsi à atteindre les objectifs nationaux d'économies d'énergies. Les missions de la Super Esco s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre de l'exemplarité d'Etat qui doit inciter l'ensemble des acteurs économiques à prendre le même chemin.", conclut le communiqué.

Média24

22 janvier 2020

Efficacité énergétique : Le Maroc tient sa super ESCO



Mardi 21 Janvier 2020, le Conseil d'Administration de la SIE s'est réuni sous la présidence du Ministre de l'Energie, des Mines et de l'Environnement, Aziz Rabbah en vue de valider les résultats des travaux de la mission d'accompagnement et de conseil menée par le consortium Price Waterhouse Cooper (PWC) et la Super ESCO allemande : la Berliner Energie Agentur (BEA). Sous la supervision d'un Groupe de Travail, ce groupement a été mandaté en Mars dernier pour l'étude de restructuration et de repositionnement de la SIE.

Pour répondre aux objectifs stratégiques nationaux d'efficacité énergétique, le Conseil d'Administration confirme le nouveau positionnement de la SIE en ESCO d'Etat (ou Super ESCO) et lui confie le rôle d'exécuter les projets d'efficacité énergétique dans le Royaume en donnant la priorité aux bâtiments publics et à l'éclairage public.

La Super ESCO mène alors une véritable action d'intérêt public, elle intervient en assistance à maîtrise d'ouvrages (AMO) ou en maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour les établissements publics, les entreprises publiques et les collectivités territoriales. Une première au Maroc pour le secteur de l'efficacité énergétique. Après une période initiale de montée en puissance, la nouvelle entité sera également habilitée à agir en Super ESCO financière, notamment en levant des fonds pour financer des actions d'efficacité énergétique pour ses Clients dans le cadre de l'application de contrats de performance énergétique (CPE).

Rappelons tout d'abord que le rôle de la Super ESCO est d'assurer des activités de services énergétiques conformes aux standards internationaux, exclusivement dédiées à l'efficacité énergétique. La nouvelle ESCO publique est appelée à développer des projets dans les secteurs des bâtiments publics, de l'éclairage public, de l'industrie et de la mobilité électrique. Elle apportera aussi son soutien aux PME et ESCOs privées.

Enfin, la Super ESCO a essentiellement vocation à faire exécuter les projets par les PME et ESCOs privées, sous sa supervision. La Super ESCO intervient à cet effet en tant que levier de développement du secteur de l'efficacité énergétique qui profitera aux PME et ESCOs privées.

Cette nouvelle structure, en synergie avec les autres acteurs de l'énergie, contribuera ainsi à atteindre les objectifs nationaux d'économies d'énergies. Les missions de la Super ESCO s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre de l'exemplarité d'Etat qui doit inciter l'ensemble des acteurs économiques à prendre le même chemin.

Infomédiaire

22 Janvier 2020

développement Durable

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE : APRÈS PLUS D'UN AN, FEU VERT POUR LA « SUPER ESCO »



Après la décision de repositionner la SIE en « **Super ESCO** » (Société de services énergétiques ou Energy service company) lors du Conseil d'administration du 5 octobre 2018, la SIE y voit désormais un peu plus clair. Plus d'une année plus tard, la Super ESCO pourra enfile son nouvel uniforme en achevant sa transformation d'une société d'investissement à celle de

service. Pour garantir cette phase de transition, **le Conseil avait décidé de nommer un cabinet de Conseil** qui accompagnera l'instance en deux étapes. Les résultats des travaux de la mission d'accompagnement et de Conseil menée par le consortium Price Waterhouse Cooper (PWC) et la Super ESCO allemande (Berliner Energie Agentur), ont donc été validés par le Conseil d'administration qui s'est tenu **ce mardi 21 janvier 2020**.

Sous la supervision d'un Groupe de Travail, ce groupement a été mandaté en mars dernier pour l'étude de restructuration et de repositionnement de la SIE. Pour répondre aux objectifs stratégiques nationaux d'efficacité énergétique, le Conseil d'Administration confirme donc le nouveau positionnement de la SIE en ESCO d'Etat (ou Super ESCO) et lui confie désormais le rôle d'exécuter les projets d'efficacité énergétique dans le Royaume en donnant la priorité aux bâtiments publics et à l'éclairage public.

Cela permettra au Maroc de rattraper le retard qu'il accuse dans le domaine de l'efficacité énergétique et par la même occasion de mettre en oeuvre le principe d'exemplarité de l'Etat. En effet, parent pauvre de la Stratégie énergétique, l'efficacité énergétique devra toutefois connaître une dynamique pour atteindre les objectifs fixés. La Super ESCO devra ainsi mener une véritable action d'intérêt public en intervenant en assistance à maîtrise d'ouvrages (AMO) ou en maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour les établissements publics, les entreprises publiques et les collectivités territoriales.

Le repositionnement de la SIE est non seulement une première au Maroc mais également au Maghreb. La nouvelle entité sera également habilitée à agir en Super ESCO financière, notamment en levant des fonds pour financer des actions d'efficacité énergétique pour ses clients dans le cadre de l'application de contrats de performance énergétique (CPE). La SIE reprendra ainsi sa casquette de bras financier de l'Etat dans les énergies.

Le rôle premier de la nouvelle entité sera d'assurer des activités de services énergétiques conformes aux standards internationaux, exclusivement dédiées à l'efficacité énergétique. La nouvelle ESCO publique est appelée également à développer des projets dans les secteurs des bâtiments publics, de l'éclairage public, de l'industrie et de la mobilité électrique.

Enfin, la nouvelle structure a essentiellement vocation à faire exécuter les projets par les PME et ESCOs privées, sous sa supervision. Elle intervient à cet effet en tant que levier de développement du secteur de l'efficacité énergétique qui profitera aux PME et ESCOs privées.

« Cela dit, la nouvelle ESCO, en synergie avec les autres acteurs de l'énergie, contribuera ainsi à atteindre les objectifs nationaux d'économies d'énergies. Les missions de la Super ESCO s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre de l'exemplarité d'Etat qui doit inciter l'ensemble des acteurs économiques à prendre le même chemin », explique le management de la nouvelle structure.

EcoActu

22 Janvier 2020

La SIE devient la Société d'Ingénierie énergétique consacrée à la mise en œuvre de projets d'efficacité énergétique



ÉNERGIE – Le Conseil d'administration de la SIE s'est réuni le 21 janvier 2020 sous la présidence du ministre de l'Energie, des mines et de l'environnement, Aziz Rabbah, en vue de valider les résultats des travaux de la mission d'accompagnement et de conseil menée par le consortium Price Waterhouse Cooper (PWC) et la Super ESCO allemande : la Berliner Energie Agentur (BEA).

Sous la supervision d'un Groupe de Travail, ce groupement a été mandaté en Mars dernier pour l'étude de restructuration et de repositionnement de la SIE. Pour répondre aux objectifs stratégiques nationaux d'efficacité énergétique, le Conseil d'administration confirme le nouveau positionnement de la SIE en ESCO d'Etat (ou Super ESCO) et lui confie le rôle d'exécuter les projets d'efficacité énergétique dans le Royaume en donnant la priorité aux bâtiments publics et à l'éclairage public.

La Super ESCO mène alors une véritable action d'intérêt public, elle intervient en assistance à maîtrise d'ouvrages (AMO) ou en maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour les établissements publics, les entreprises publiques et les collectivités territoriales. Une première au Maroc pour le secteur de l'efficacité énergétique.

Après une période initiale de montée en puissance, la nouvelle entité sera également habilitée à agir en Super ESCO financière, notamment en levant des fonds pour financer des actions d'efficacité énergétique pour ses Clients dans le cadre de l'application de contrats de performance énergétique (CPE).

Rappelons tout d'abord que le rôle de la Super ESCO est d'assurer des activités de services énergétiques conformes aux standards internationaux, exclusivement dédiées à l'efficacité énergétique. La nouvelle ESCO publique est appelée à développer des projets dans les secteurs des bâtiments publics, de l'éclairage public,

de l'industrie et de la mobilité électrique. Elle apportera aussi son soutien aux PME et ESCOs privées. Enfin, la Super ESCO a essentiellement vocation à faire exécuter les projets par les PME et ESCOs privées, sous sa supervision.

La Super ESCO intervient à cet effet en tant que levier de développement du secteur de l'efficacité énergétique qui profitera aux PME et ESCOs privées. Cette nouvelle structure, en synergie avec les autres acteurs de l'énergie, contribuera ainsi à atteindre les objectifs nationaux d'économies d'énergies. Les missions de la Super ESCO s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre de l'exemplarité d'Etat qui doit inciter l'ensemble des acteurs économiques à prendre le même chemin.

Industries.ma

22 Janvier 2020

Effacité énergétique : la SIE devient la Société d'Ingénierie Énergétique



Le Conseil d'administration de la Société d'investissements énergétiques (SIE), réuni mardi, a confirmé le nouveau positionnement de la SIE en ESCO d'Etat (ou Super ESCO) et lui a confié le rôle d'exécuter les projets d'efficacité énergétique dans le Royaume en donnant la priorité aux bâtiments publics et à l'éclairage public.

Une première au Maroc pour le secteur de l'efficacité énergétique, « la Super ESCO mène alors une véritable action

d'intérêt public et intervient en assistance à maîtrise d'ouvrages (AMO) ou en maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour les établissements publics, les entreprises publiques et les collectivités territoriales », indique-t-on dans un communiqué.

Après une période initiale de montée en puissance, la nouvelle entité sera également habilitée à agir en Super ESCO financière, notamment en levant des fonds pour financer des actions d'efficacité énergétique pour ses clients dans le cadre de l'application de contrats de performance énergétique (CPE), précise la même source. Tout en rappelant que le rôle de la Super ESCO est « *d'assurer des activités de services énergétiques conformes aux standards internationaux, exclusivement dédiées à l'efficacité énergétique* », le communiqué note que cette nouvelle ESCO publique est « *appelée à développer des projets dans les secteurs des bâtiments publics, de l'éclairage public, de l'industrie et de la mobilité électrique. Elle apportera aussi son soutien aux PME et ESCOs privées* ».

La Super ESCO a essentiellement vocation à faire exécuter les projets par les PME et ESCOs privées, sous sa supervision. La Super ESCO intervient à cet effet en tant que levier de développement du secteur de l'efficacité énergétique qui profitera aux PME et ESCOs privées.

Cette nouvelle structure, en synergie avec les autres acteurs de l'énergie, contribuera ainsi à atteindre les objectifs nationaux d'économies d'énergies, ajoute la même source, relevant que « les missions de la Super ESCO s'inscrivent prioritairement dans

la mise en oeuvre de l'exemplarité d'Etat qui doit inciter l'ensemble des acteurs économiques à prendre le même chemin ».

Et de souligner que le Conseil d'Administration de la SIE s'est réuni sous la présidence du ministre de l'Energie, des Mines et de l'Environnement, Aziz Rabbah, en vue de valider les résultats des travaux de la mission d'accompagnement et de conseil menée par le consortium Price Waterhouse Cooper (PWC) et la Super ESCO allemande : la Berliner Energie Agentur (BEA). Sous la supervision d'un Groupe de Travail, ce groupement a été mandaté en Mars dernier pour l'étude de restructuration et de repositionnement de la SIE, rappelle-t-on.

hespress.com

23 Janvier 2020

La SIE devient une "Super ESCO" publique

Changement de cap pour la Société d'investissements énergétiques (SIE). Celle-ci va devenir la Société d'Ingénierie Energétique et se positionner en ESCO publique (Société de services énergétiques). Cela intervient à la suite d'une mission d'accompagnement et de conseil menée par le consortium PWC et la Super ESCO allemande, la Berliner Energie Agentur (BEA). De ce fait, la nouvelle SIE aura pour rôle "d'exécuter les projets d'efficacité énergétique dans le Royaume en donnant la priorité aux bâtiments publics et à l'éclairage public". Elle mènera une "véritable action d'intérêt public", à travers l'assistance à maîtrise d'ouvrages (AMO) ou en maîtrise *d'ouvrage déléguée (MOD)* pour les EEP et les collectivités territoriales.

L'Economiste
22 janvier 2020

Ingénierie énergétique : Un nouveau positionnement pour la SIE

La Société d'investissements énergétiques (SIE) devient la Société d'ingénierie énergétique consacrée à la mise en œuvre de projets d'efficacité énergétique.

C'est ce qui ressort du dernier conseil d'administration de l'entreprise. « Le conseil d'administration confirme le nouveau positionnement de la SIE en ESCO d'État (ou super ESCO) et lui confie le rôle d'exécuter les projets d'efficacité énergétique dans le Royaume en donnant la priorité aux bâtiments publics et à l'éclairage public», apprend-on du management de l'entreprise.

Et de préciser que «la super ESCO mène une véritable action d'intérêt public. Elle intervient ainsi en assistance à maîtrise d'ouvrage ou en maîtrise d'ouvrage déléguée pour les établissements publics, les entreprises publiques et les collectivités territoriales ». Ainsi la nouvelle ESCO publique est appelée à développer des projets dans les secteurs des bâtiments publics, de l'éclairage public, de l'industrie et de la mobilité électrique. Elle apportera également son soutien aux PME et ESCO privées.

Aujourd'hui le Maroc

23 Janvier 2020

Développement Durable

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS L'ÉCLAIRAGE PUBLIC AU MAROC ET EN AFRIQUE



Étant l'un des services publics les plus énergivores, en particulier dans les villes et les grands axes routiers, l'éclairage public demeure un secteur principalement ciblé par les politiques d'efficacité énergétique. Ce secteur d'éclairage artificiel, qui consomme annuellement plus d'un cinquième de l'électricité mondiale, reste un prérequis nécessaire de la vie moderne qui se concentre à 55% actuellement dans des zones urbaines, un taux qui tendrait vers 70% en 2050 pour des raisons socio-économiques. La modernisation de l'éclairage public devient ainsi un levier du développement durable.

Le Maroc, en plein essor économique et industriel, faisant face aux défis sociétaux, tout en respectant ses engagements de développement durable, vise à atteindre des objectifs ambitieux d'indépendance énergétique non polluante. C'est dans cette optique qu'une stratégie d'efficacité énergétique a été adoptée comprenant parmi ses axes principaux des services d'éclairage public efficient. Ce dernier constitue une préoccupation dans tout le continent africain vu qu'il représente un prérequis essentiel pour la qualité de vie des citoyens, leur sécurité, ainsi que pour l'économie. Par conséquent, un éclairage public durable devient un enjeu stratégique pour toute l'Afrique.

Au Maroc, des modèles innovateurs pour un éclairage public durable

Depuis le lancement de la stratégie énergétique nationale par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en 2009, l'efficacité énergétique est désormais l'un des principaux piliers d'une politique d'indépendance et de durabilité énergétique du royaume. Elle est considérée la quatrième source d'énergie après les énergies fossiles, renouvelables et nucléaire. C'est ainsi qu'une vision d'atteindre 12% d'économie d'énergie en 2030 a été revue à la hausse vers 20% afin de répondre aux besoins en consommation énergétique liée à la démographie, l'urbanisation et surtout à l'accélération du développement industriel et économique au Maroc.

Afin d'y parvenir, les instances gouvernementales et législatives ont mis en place un cadre législatif, réglementaire et institutionnel, en l'occurrence la loi 47-09 relative à l'efficacité énergétique et la modification des prérogatives de l'Agence nationale pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADEREE), qui est devenu l'Agence marocaine de l'efficacité énergétique (AMEE) par la loi 39-16 ainsi que la création de la société d'investissement énergétique (SIE) en train de se transformer en Super ESCO.

Afin de concrétiser ses objectifs, une panoplie de projets a été entamée, par les différents acteurs nationaux et locaux, visant des services publics urbains et communaux. L'éclairage public est au cœur des projets d'efficacité énergétique vu les coûts élevés de sa mise en place et sa modernisation au niveau des communes. Pour surmonter ce défi, une commission nationale chargée de l'efficacité énergétique dans l'éclairage public vient d'être créée, sous la tutelle du ministère de l'énergie, des mines et de l'environnement, afin de rassembler les différentes parties prenantes impliquées (ministères, entreprises publiques, communes, clusters, etc.) dans le but de préparer une nouvelle stratégie axée sur quatre piliers majeurs : le renforcement de capacités, la normalisation et l'accompagnement technique de communes, le renforcement de la réglementation ainsi que les mécanismes de financement.

Afin d'accélérer la modernisation de l'éclairage public qui représente environ 40% de la consommation énergétique urbaine, des sociétés de développement local (SDL) ont été créées dans le cadre du partenariat public-privé (PPP) avec l'accompagnement de l'AMEE. Après la mise en place d'un projet pilote de la première SDL à Salé "SALA NOOR" en 2015 en partenariat avec la société OKSA et la société étatique SIE, d'autres villes ont suivi par leur adoption de structures similaires, en particulier les villes de Marrakech, Oujda, Settat, Tiznit, Fès et Agadir. Des contrats de performance énergétiques ont été établis pour mettre en vigueur ces partenariats PPP qui dureront de 10 à 15 ans. L'objectif commun des contrats établis est de doter ces villes de nouvelles solutions d'éclairage public performant, économe et durable en utilisant différentes technologies du marché : lampe à diode électroluminescente (LED), lampes à vapeur de sodium, économiseur d'énergie ainsi que l'intégration des énergies renouvelables. L'énergie solaire a ainsi été choisie via l'installation de 300 unités de lampadaires solaires au niveau des villages relevant de la commune Ain El Beida à Fès.

Une préoccupation à l'échelle africaine

À l'échelle continentale, les villes et les communes rurales des différents pays africains ainsi que leurs axes routiers exigent de plus en plus des solutions d'éclairage novatrices et économes comme prérequis nécessaire à une vie sociale décente et un développement économique croissant. Ceci amène à agréger les efforts des différentes institutions et organismes nationaux et continentaux concernés pour arriver à apporter des réponses aux enjeux de financement, de cadres réglementaires, de formation et qualification des ressources humaines compétentes en la matière, et de planification proactive des défis de maintenance. L'intermittence des réseaux d'électricité dans plusieurs zones urbaines ou rurales rend le choix de la solution à adopter dans chaque zone délicate en termes de choix de solution d'alimentation électrique, d'étude de solutions d'éclairage convenables ainsi que de la connectivité des unités aux systèmes de gestion distants.

L'éclairage public des villes, villages et routes pourra bénéficier de programmes de financement des stratégies énergétiques lancés par les grands bailleurs de fonds, à l'instar de l'initiative "Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie" lancé en 2015 par la Banque Africaine

du Développement (BAD) dont le but est de démocratiser l'accès à l'électricité sur le continent. Cette stratégie a permis d'installer des foyers d'éclairage publics dans 426 localités aux districts des Savanes, du Woroba et du Zanzan au nord du Côte d'Ivoire dans le cadre du programme national d'électrification rurale (PRONER). Le Sénégal a également bénéficié de la stratégie de la BAD dans le cadre du programme "Promovilles" visant à moderniser les infrastructures de base dans 13 communes urbaines et rurales du pays. Ainsi, 78 km de voiries se sont dotées des installations d'éclairage public. La société financière internationale (IFC) du groupe de la banque mondiale propose pour sa part un programme de financement des projets d'éclairage public qui pourra aider à l'amélioration de ce service au continent.

Conclusion et perspectives

Le Royaume du Maroc est arrivé à mi-chemin de sa vision de la stratégie énergétique en plus de ses engagements à l'échelle internationale de contribution aux objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Tout ceci est à considérer lors de l'élaboration participative du nouveau modèle du développement annoncé par le Sa Majesté le Roi Mohammed VI. L'Afrique, à son tour, se prépare à entrer dans la dernière décennie de l'agenda des ODD 2030 et est à mi-parcours du premier plan de mise en œuvre décennal économique de l'Agenda 2063. Le capital humain africain, étant au cœur du développement du pays et du continent, requiert une qualité de vie lui permettant de contribuer à la concrétisation de ces engagements ambitieux. Des services publics modernes et une infrastructure durable s'avèrent essentiels. C'est cette vision qui amène à moderniser les services d'éclairage public efficient dans la perspective d'arriver à des solutions intelligentes connectées contribuant à la pérennisation des villes et communes modernes, intelligentes et durables.

Eco Actu

20 Janvier 2020